

Ils ont osé : désormais les hôpitaux seront payés pour ne pas prendre en charge les malades

Les députés ont adopté vendredi 26 octobre un amendement du député LREM Olivier Véran (médecin !) visant à instaurer un « forfait de réorientation », soi-disant expérimental **en application de la mesure 25 du « plan ma santé 2022 »** : « Incitation des services d'urgence à réorienter les patients ne relevant pas des urgences en versant un forfait de coordination pour chaque patient qui serait réorienté vers la médecine de ville, vers une maison médicale de garde ou vers une consultation hospitalière (mesure PLFSS 2019) ».

Avec cette mesure radicale, il s'agit d'empêcher les patients d'être pris en charge aux urgences et pour cela l'hôpital serait payé de 30 à 60 euros, pour réorienter les patients vers la médecine générale, sans qu'un médecin hospitalier, qui ne pourra pas les accueillir, n'examine le malade. Objectif : contourner la question du manque chronique de lits d'aval. Après la pénurie de médecins organisée depuis de nombreuses années par le ministère via le Numerus Clausus qui perdurera sous une autre forme avec Parcours Sup et LMD, puis la fermeture forcée des lits nécessaires au fonctionnement des hôpitaux, on assisterait désormais à une franche **marchandisation** des patients qu'on éloigne ainsi du service public de santé.

Qu'en disent les médecins libéraux ?

La CSMF (Confédération des syndicats de médecins de France) : « Forfait d'orientation des urgences : une mesure illogique ! ».

L'UFML (Union Française pour une médecine libre) : « Forfait pour réadresser les patients des Urgences, insultes et mépris des médecins de ville ».

Cette mesure fait preuve non seulement de mépris pour les médecins de ville, mais également pour les médecins hospitaliers. L'hôpital serait ainsi, payé pour ne plus évaluer et soigner les patients ! Il s'agit là d'une véritable « perte de sens » des missions de l'hôpital public. Cette mesure est-elle prise pour justifier la réforme du statut de praticien hospitalier ? Est-ce cela la « transformation du système de santé » ?

Alors que les médecins urgentistes sont confrontés depuis des mois aux pires difficultés pour hospitaliser les malades le nécessitant, le gouvernement prétend soulager les urgences en faisant courir **un risque supplémentaire aux patients et aux professionnels** qui les auraient « réorientés » hors de l'hôpital, **sans les examiner et les évaluer afin d'éliminer tout risque vital immédiat ?**

Nombre de médecins hospitaliers refusent de voir leur métier et leur déontologie ainsi dévoyés. Le désengorgement des services d'urgence passe avant tout par la réouverture des lits fermés, par l'affectation de personnel médical et non médical en nombre suffisant pour soigner tous les malades se présentant, en arrêtant de détruire le système de santé tout entier.

Dans de très nombreux hôpitaux -pour que les malades puissent être soignés-, médecins et personnel non médical se battent contre la fermeture de telle ou telle maternité et contre des plans de fusion/restructuration ubuesques.

Il est urgent de s'unir et de se fédérer, afin d'arrêter cette destruction progressive de nos hôpitaux, dangereuse pour les patients.

Paris, le 28 octobre 2018

Contact : Olivier VARNET, secrétaire général du SNMH FO. snmh.fo@fosps.com